

Durabilité du système agroalimentaire en Ontario : ce que nous avons entendu

Mai 2026

De la fin 2025 au milieu de 2026, Terre à table a mené de nombreuses conversations sur les enjeux clés et les acteurs qui façonnent actuellement la durabilité du système agroalimentaire de l'Ontario. Ce travail visait à écouter différents points de vue, à ouvrir de nouvelles relations et à éclairer l'approche de Terre à table pour contribuer utilement à l'écosystème déjà mobilisé autour de la durabilité agro-alimentaire en Ontario. Cette synthèse présente les principaux thèmes ressortis de nos conversations, souvent très diverses. **Merci d'avoir échangé avec nous !**

Personnes consultées :

Ali English et Jackie Clark (EFAO); Alyssa Cousineau (ALUS); Angela Straathof et Heather White (Soils at Guelph); Bibek Dahal (P&H Milling Group); Bill Harvey (OMAF); Bruce Taylor (EnviroStewards); Carly MacArthur, Jeff Pastorius, Vinicio Di Iorio et Juri Gualandris (Centre for Building Sustainable Value at Ivey); Cheryl Appleton (Strategym); Christoph Wand (OMAF); David Chambers (producteur à Chesterville); Diane Wolters (Everspring Farms/Ontario Cereal Industry Research Council); Eric Wood (Ville de Toronto); Evan Elford (OMAF); Greg Vermeech (producteur à Tillsonburg); Jake Munroe (OMAF); Jason Persall (Persall Fine Foods); Jenn MacTavish et Peter Katona (Agricultural Adaptation Council); Jennifer Doelman (productrice à Renfrew); Jo-Ann MacArthur (Nourish Marketing); Jo-Anne Rzadki (Conservation Ontario); Jonathan Zettler (Fieldwalker Agronomy Ltd); Laura Scott (OMAF); Lauren Beerman (Gay Lea); Martin Strathoff (Ontario Farmland Trust); Nicole Mackellar (OSCIA); Norm Lamothe (producteur à Cavan); Peter Henderson (Ideovation); Shelly Petrie (Greenbelt Foundation); Taylor Stanley (Riverside Natural Foods); Thomas Bowers (Carbon Guild/Veresco); Tim Faveri (consultant indépendant); Tori Waugh (Ontario Soil Network); et Andersons Grain Traders. Nos réflexions ont aussi été nourries par une discussion de l'Ontario Supply Chain Advisory Network organisée avec l'Ontario Soil Network.

Ce que nous avons entendu :

A. Enjeux de durabilité et de résilience

1. Les pressions environnementales sont connues, mais complexes ; les progrès sont lents, ou difficiles à évaluer.

Les pressions agroenvironnementales en Ontario ne sont pas nouvelles ; le principal enjeu n'est pas un manque de sensibilisation du secteur agricole. En plus des pressions politiques,

économiques et démographiques sur les terres, le manque de données provinciales sur les résultats limite la capacité de coordination. Dans nos conversations, nous avons entendu ceci :

- **Préoccupations liées à la qualité de l'eau**, notamment la pollution diffuse causée par le ruissellement de l'azote et du phosphore vers les Grands Lacs, qui demeure un enjeu récurrent à l'échelle du territoire. La capacité de mesurer et de suivre les progrès au niveau des résultats reste limitée.
- **Préoccupations liées à la santé des sols** : la production maïs-soya sur des terres marginales, l'érosion et la dépendance à la sur application d'engrais inorganiques ont été soulevées comme enjeux par les spécialistes des sols.
- **Perte de biodiversité, de milieux humides et de terres agricoles**, y compris l'expansion urbaine (p. ex. la pression sur l'utilisation des terres de la ceinture de verdure), fréquemment citée comme un défi complexe de durabilité.
- **Exposition des cultures ontariennes aux risques climatiques** : des spécialistes des cultures s'inquiètent du fait qu'une variabilité météorologique accrue nuise à la productivité de variétés importantes en Ontario (p. ex. les grains).

2. L'agriculture de grandes cultures en Ontario est prise dans les modèles de production actuels.

Les marchés de commodités influencent fortement les pratiques d'utilisation des terres agricoles en Ontario. Ils encouragent fortement l'efficacité à court terme (production en volume de quelques cultures) plutôt que la diversité et la résilience des sols à long terme. Nous avons entendu ceci :

- **Les paiements basés sur le rendement font que le rendement demeure l'indicateur dominant dans la prise de décision** (plutôt qu'une attention plus nuancée à la rentabilité nette).
 - Nos interlocuteurs ont souligné qu'une focalisation sur le rendement peut freiner les progrès liés aux pratiques de gestion bénéfiques (PGB). Par exemple : davantage de résidus de maïs issus de variétés à plus haut rendement peut entraîner un recours accru au travail du sol.
- **Forte dépendance aux rotations maïs-soya**, renforcée par les marchés de l'alimentation animale et des biocarburants.
 - Environ 30 % des grains de l'Ontario sont destinés aux biocarburants produits dans la province. Les incitatifs permettant de transférer plus directement aux producteurs les paiements pour services environnementaux (carbone) liés au marché des biocarburants demeurent limités et complexes.
- **Adoption variable des pratiques de gestion bénéfiques (PGB) soutenues par des programmes de partage des coûts**.
 - Dans certains domaines, l'adoption des pratiques semble avoir atteint un plateau (p. ex. l'utilisation des cultures de couverture), tandis que d'autres connaissent une plus forte adoption grâce au partage des coûts (p. ex. la gestion en bordure de champ et les investissements dans les technologies d'application de précision).

3. L'ambition de transition régénératrice est freinée par les pressions économiques actuelles.

Les discussions émergentes sur l'agriculture régénératrice en Ontario croisent l'incertitude géopolitique actuelle et les priorités fédérales de diversification des marchés. Les coûts des terres, les pressions sur leur utilisation, les marges serrées des fermes et l'incertitude commerciale font que les progrès à court terme dépendent de pratiques économiquement convaincantes et de modèles de financement public-privé partagés, capables de réduire ou de partager les risques et de générer une valeur crédible à la fois pour les fermes et pour l'environnement. Nous avons entendu ceci :

- **La hausse des coûts de production** liée à l'augmentation du prix des intrants (engrais, carburant) a resserré des marges déjà faibles et réduit la rentabilité. Cela ouvre toutefois une fenêtre pour des applications plus précises.
- **Les prix élevés des terres et la consolidation des fermes** continuent de créer des barrières pour les nouveaux entrants et des pressions sur la productivité. Certains interlocuteurs craignent que cela encourage des plantations maïs-soya à plus court terme plutôt que des investissements à long terme dans la diversification des cultures et des marchés.
- **L'incertitude tarifaire et commerciale** accroît le sentiment de risque des entreprises agroalimentaires et réduit leur volonté d'investir dans des initiatives axées sur la durabilité (stratégie d'attente).
- **La volonté de diversification vers les marchés européens** et les investissements d'entreprises européennes en Ontario pourraient créer une demande favorable à la durabilité, contrairement au marché américain actuel.

4. Certains freins au changement de pratiques à la ferme demeurent sociaux plutôt que techniques.

Les interlocuteurs ont fréquemment mentionné les facteurs sociaux qui influencent les pratiques agricoles en Ontario. Comprendre les changements démographiques propres aux communautés agricoles ontariennes permet de nuancer la façon dont les théories de changement de comportement de « producteur à producteur » se traduisent concrètement sur le terrain. Nous avons entendu ceci :

- **Les normes culturelles liées à la collaboration et à la compétition varient** d'une communauté agricole ontarienne à l'autre. Plusieurs interlocuteurs ont noté que l'Ontario n'est généralement pas perçu comme ayant une culture agricole collectiviste, même si l'Est de l'Ontario est généralement vu comme ayant une attitude un peu moins compétitive envers l'agriculture, du moins historiquement, que le Sud-Ouest de l'Ontario.
- **Le vieillissement de la population agricole peut influencer la volonté d'expérimenter de nouvelles pratiques.** La prochaine génération de décideurs agricoles arrive dans le secteur, ou tente d'y entrer, et ses priorités (accès à la terre, marchés, pratiques,

technologies) sont encore en train de se préciser. Cela aura des implications sur les soutiens pertinents à offrir.

- **Scepticisme envers la vulgarisation et l'accompagnement institutionnels** : de nombreuses discussions ont porté sur le décalage entre la recherche institutionnelle et les réalités des fermes (« les producteurs écoutent d'autres producteurs »).

2. Là où le système actuel ne répond pas pleinement aux besoins (besoins non comblés)

1. Incitatifs faibles ou mal alignés pour les transitions de production

- Les systèmes de marché dominants récompensent le rendement et l'efficacité, et non l'amélioration des résultats environnementaux.
- Les signaux de marché qui soutiennent et récompensent de façon constante des rotations plus diversifiées (donc plus complexes) et des pratiques de construction des sols à long terme sont limités.
- Les mécanismes émergents de rémunération des services environnementaux demeurent incertains et fragmentés.
- L'analyse de rentabilité justifiant la transition vers des pratiques plus régénératrices n'est pas toujours claire.

2. Écosystème de soutien fragmenté et faible coordination

- L'Ontario est décrit comme un écosystème de mise en œuvre très actif, où les organisations agricoles existantes doivent continuer à démontrer leur pertinence, leur utilité et à sécuriser leur financement.
- Les acteurs sont nombreux, mais la coordination des efforts est difficile lorsque le financement est concurrentiel.
- L'Ontario compte des régions agricoles distinctes, ce qui entraîne des niveaux variables d'allocation du financement.
- Aucune entité ne joue de manière constante un rôle neutre de coordination à l'échelle de la chaîne de valeur, même si certains services publics provinciaux et organisations au service des producteurs sont actifs dans ce domaine.

3. Défis de conception des programmes d'intervention

- Les programmes publics de soutien agro-alimentaire sont perçus comme complexes et lourds sur le plan administratif (le rendement de l'effort de demande de financement n'est pas toujours élevé pour les participants, car le temps passé à déposer une demande ne garantit pas l'accès au financement), mais ces programmes sont appréciés et attendus.

- Les programmes agricoles financés par le secteur privé (p. ex. les programmes de durabilité) sont perçus comme plus simples d'accès, mais les producteurs se demandent si de nouvelles attentes sont créées et craignent d'éventuelles pénalités futures.
- Des entreprises alimentaires ont mentionné que la durabilité peut être présentée publiquement comme un enjeu « pré concurrentiel », alors qu'en interne elle est souvent abordée comme un enjeu de compétitivité.
- Les coûts de suivi des données, les capacités disponibles et la volonté des producteurs de partager leurs données ont été mentionnés comme des enjeux persistants qui influencent la capacité de quantifier les allégations environnementales et de suivre les progrès dans le temps.

4. Scepticisme et freins à la construction de la confiance

- Le secteur montre une certaine fatigue face aux approches de transformation des systèmes agro-alimentaires : on entend souvent des versions de « beaucoup de choses ont déjà été essayées en Ontario » ou « cela fait des décennies qu'on travaille là-dessus ».
- Scepticisme envers les nouveaux programmes et les nouvelles organisations qui arrivent dans le secteur.
- Les nouveaux concepts doivent s'appuyer sur des liens crédibles avec les fermes et les entreprises alimentaires, et démontrer des résultats.

Où Terre à table pourrait apporter une valeur ajoutée en Ontario

1. Contribuer à rendre viables des modèles d'incitatifs économiques

- Développer une expertise sur les mécanismes alignés avec les marchés pour récompenser les pratiques régénératrices.
- Concevoir des approches de financement empilées et mixtes qui aident à avancer la question de « qui paie pour quoi ».

2. Cibler les points d'entrée à fort effet de levier dans les chaînes d'approvisionnement

- Développer une compréhension plus approfondie des bassins d'approvisionnement régionaux et des chaînes de valeur en Ontario.
- Comprendre et mobiliser les moteurs des acteurs intermédiaires des chaînes de valeur (acheteurs de grains, transformateurs, etc.).
- Identifier et contribuer au développement d'occasions de diversification des cultures fondées sur le marché et bénéfiques pour toutes les parties.

3. Construire et soutenir l'action collaborative

- Faciliter des groupes de travail sectoriels et des collaborations territoriales capables de soutenir la résolution collective d'enjeux sans responsable clairement désigné.
- Agir comme pont et traducteur entre 1) la demande des entreprises et les réalités des fermes, et 2) les cadres politiques et la mise en œuvre sur le terrain.
- Aider les entreprises qui s'approvisionnent en Ontario à rendre leurs programmes de durabilité opérationnels de façon pratique et ancrée localement.
- Être à l'aise avec l'idée « d'apprendre en public » - créer un espace où d'autres peuvent contribuer à une approche ou à un concept émergent à mesure qu'il se développe est davantage apprécié par les collègues du secteur agro-alimentaire ontarien que de communiquer trop peu en cours de route, au risque d'être perçu comme une démarche descendante.

**Des réflexions à partager après cette lecture ?
Nous serons heureux de vous lire : info@foodbridge.ca**